

De l'ambition pour l'école

La mobilisation s'organise contre les suppressions de classes programmées pour la rentrée prochaine. Annoncée juste après les élections cantonales, la liste, dans le Finistère, fait apparaître 40 suppressions de postes. Le dernier CDEN (Conseil départemental de l'éducation nationale), qui s'est réuni à Quimper, a voté à l'unanimité contre la proposition de carte scolaire 2011/2012.

La FCPE (Fédération des Conseils de Parents d'Élèves) a lancé une pétition (<http://petition.fcpe.asso.fr/>) pour exiger un collectif budgétaire pour l'éducation et appelle, le 20 mai, à des « Nuits des écoles », pour demander l'arrêt des suppressions de postes.



Marc Sawicki condamne la politique de l'UMP

Au conseil municipal de Brest, le 19 avril, l'adjoint à la politique éducative locale, Marc Sawicki, a poussé « un coup de gueule, un véritable cri de colère, de nous élus brestois de la majorité, mais je me fais également porte-parole de nombreux élus nationaux, qui comme moi ont parfois envie de jeter l'éponge face à une politique d'éducation nationale non seulement absurde, inefficace mais, j'en suis certain, destructrice pour nombre d'enfants ».

L'élus brestois a, en particulier, dénoncé l'aberration que constitue l'organisation des rythmes scolaires en France. Alors que, depuis 30 ans, les scientifiques, les enseignants, les associations et les parents clament à corps et à cri l'absurdité de journées si longues et de rythmes adaptés plus à une industrie du tourisme qu'aux enfants, le Ministère, sans concertation, impose la semaine de 4 jours. Et manifestement il ne serait pas possible de revenir sur cette organisation avant au moins 2012.

Les rapports internationaux soulignent l'incapacité du système éducatif français à combler les inégalités sociales et scolaires mais, cette année encore, le budget 2011 supprime 16 000 postes dans l'Éducation nationale. L'éducation doit redevenir ce qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être, l'objectif prioritaire de l'État. Or, les moyens humains alloués démontrent que c'est désormais aux conditions d'apprentissage des élèves que s'attaque le gouvernement, en augmentant le nombre d'élèves par classe. Et qu'il a complètement renoncé à attribuer des moyens supplémentaires aux écoles et établissements qui cumulent les difficultés, en ZEP ou ailleurs.

Face à ces attaques, la mobilisation de la Communauté éducative prend de l'ampleur, en particulier dans le Finistère. 🌹

**CAP
FINISTÈRE**

26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER

DÉPOSÉ LE 28/04/2011



Dossier de la semaine

Un texte plein d'espoir



Vie de la Fédération

Socialistes européens : unissez-vous !



Interview

Obama lance sa campagne

Avec Corinne Narassiguin

Purge ?

Le Front National n'est pas, et ne sera jamais, un parti comme les autres. La « purge » engagée par Marine Le Pen, contre les éléments extrémistes les plus voyants de son parti, ne doit pas faire illusion. Déjà, en 1999, son père, en excluant les mégrétistes avait tenté de se refaire une virginité. Et en 2002, Jean-Marie Le Pen apparaissait comme plus modéré, moins dangereux, etc. On connaît la suite.

Marine Le Pen peut faire des exemples en excluant de son parti des personnes qui font le salut hitlérien. C'est bien le moins qu'on puisse attendre d'elle. Mais, cela signifie simplement que le slogan « F comme fasciste, N comme nazi », correspond bien à la nature profonde du FN.

Les 10 leçons des cantonales



Au-delà de la victoire du Parti Socialiste, les résultats des élections cantonales du mois de mars appellent plusieurs commentaires. Forough Salami, secrétaire fédérale aux élections en a présenté une dizaine, à l'occasion du Conseil fédéral du 18 avril

D'abord, une trop faible participation. Pour la première fois, le Finistère vote moins que la moyenne nationale avec un taux de 43% au premier tour et de 44,4% au second.

Entre 2004 et 2011, 68 000 électeurs sont restés chez eux. Cela s'explique par le manque de visibilité des enjeux, mais aussi par l'absence de campagne de l'UMP.

Les candidats socialistes rassemblent 37% des voix au premier tour et 58% au second. Mais, par rapport à 2004, ils perdent 21 000 voix.

Cette victoire valide la méthode choisie depuis 2001 par le PS dans le Finistère. Les ingrédients sont les suivants : un chef de file reconnu et incontesté, un programme et un bilan départemental et une campagne collective.

Les écologistes réalisent de bons scores. De 7% en 2004, ils passent à 13% en 2011.

Le front de gauche aussi progresse passant de 3% en 2004 (candidats du PC) à 7% en 2011.

Le report des voix à gauche s'effectue correctement. Les candidats de gauche pouvaient, au vu des résultats du premier tour, tabler sur un score de 63,15% au second. Ils ont recueilli 62,16%.

La droite quant à elle est déboussolée. Elle passe de 30% au premier tour et 39% au second, en 2004 à 29,6% et 33% en 2011.

Le Front National reste en embuscade. Il n'a pu présenter que deux candidats, à Brest Saint-Pierre et Crozon, mais qui ont rassemblés respectivement 11,63% et 14,21% des suffrages.

Enfin, il convient de ne pas confondre les scrutins. La victoire des cantonales ne préfigure pas, automatiquement une victoire à la présidentielle ou aux législatives. 2004 fut aussi une année faste pour la gauche aux régionales et aux cantonales, mais en 2007 l'UMP remporta la présidentielle et les législatives.

Un texte plein d'espoir

« Il s'agit d'un texte à la fois modeste mais plein d'espoir », a résumé Marylise Lebranchu en présentant le projet pour 2012 qui sera soumis au vote des adhérents, le 19 mai, devant le Conseil fédéral, réuni à Brest, le 18 avril.



« Nous retrouvons nos fondamentaux »

Il convient en préambule de rappeler la genèse de ce document. **« Il a été élaboré à la suite des forums thématiques qui ont rassemblés les adhérents, les élus et des experts, puis des quatre conventions nationales »**, a insisté la députée du Finistère. **« En 1997, nous n'avions eu que deux ans pour nous préparer »**, les rédacteurs du projet ont associé les responsables des conventions et des forums à leurs travaux.

Il fallait, dans un premier temps, se mettre d'accord sur le diagnostic, ce qui n'a pas posé de difficultés. **« Nous devons être très attentifs à la manière dont nous parlons de Nicolas Sarkozy et de sa majorité »**, a prévenu Marylise Lebranchu. Il peut parfois être tentant de mettre les échecs du gouvernement sur le compte de l'incompétence, mais il n'en est rien : Nicolas Sarkozy agit en fonction d'une idéologie néo-libérale assumée et ses prises de position et ses décisions ne doivent rien au hasard.

Le retour de la gauche au pouvoir s'effectuera dans un contexte de crise générale. Économique et sociale, bien sûr, mais aussi environnementale, démocratique et morale. **« Nous devons nous engager à adopter un comportement totalement différent de celui des membres de la majorité actuelle »**, a indiqué Marylise Lebranchu.

Ce projet tient compte des salariés français qui touchent entre 750 et 1 000 euros et qui n'ont pas d'espoir de gagner plus

en fin de carrière. C'est à eux que nous devons penser et c'est pour les aider que nous allons mettre en place la sécurisation des parcours professionnels.

Car, des marges de manœuvre existent. D'ailleurs, le texte insiste sur les chances de notre pays. Mais il ne propose rien qui ne soit pas atteignable.

La fiscalité sera plus juste. Grâce à des propositions concrètes. Comme, par exemple, la modulation de l'impôt sur les sociétés qui passera de 33 à 44% pour les entreprises qui redistribuent leurs dividendes et de 33 à 20% pour celles qui les réinvestiront.

Pour augmenter le pouvoir d'achat, des rencontres tripartites, État/syndicats/employeurs, seront organisées pour négocier les hausses de salaires. Dans les entreprises où l'État est actionnaire, l'écart entre les salaires ne pourra pas être supérieur à 1 à 20.



Les adhérents voteront le 19 mai

Dans le domaine de l'éducation, l'accent sera mis sur l'accueil des enfants dès deux ans. Mais aussi, sur les grandes écoles qui devront mieux s'intégrer dans l'université. **« Mais rien ne sera possible sans négociation et il faudra, dès la victoire, engager des discussions avec tous les acteurs du monde éducatif »**, a précisé la députée.

Pour la santé, les internes devront s'installer où il y a besoin de médecins. **« Il faudra avoir le courage de leur dire que personne ne peut s'installer où il veut lorsque les déserts médicaux s'étendent »**.

Pour Marylise Lebranchu, les socialistes peuvent être fiers de ce projet : **« Nous avons retrouvé nos fondamentaux »**, a-t-elle déclaré. 🇫🇷

Socialistes européens, unissez-vous !

Comment rendre plus efficace le Parti des Socialistes Européens (PSE), dans tous les pays de l'Union et, particulièrement, en France ? Un des trois ateliers organisés à l'occasion de la journée Europe, le 16 avril à Landerneau, était consacré à cette question.



L'atelier fonctionnement du PSE, le 16 avril

Un constat s'impose : même s'ils sont la seule force politique vraiment organisée à l'échelle européenne, les militants du Parti des Socialistes Européens sont encore très peu nombreux. « Il n'existe, dans toute l'Europe que 150 city groups », a souligné Terence Connolly, conseiller permanent au secrétariat général du PSE chargé des relations avec les militants, « Et tous ne fonctionnent pas aussi bien que celui de Brest », a-t-il ironiquement ajouté.

Cependant, c'est bien par ce réseau, que doit se développer le PSE. « C'est dès

maintenant, alors que nous sommes à mi-mandat, que nous devons commencer à penser à la prochaine campagne européenne de 2014 », a insisté Catherine Trautmann. « Déjà, nous avons obtenu, à Varsovie, de soutenir un seul candidat pour la présidence de la commission européenne », se félicite la présidente de la délégation socialiste française.

Comment procéder ? Régulièrement le PSE tente de coordonner l'action des city groups, mais il semble exclu de mettre en place une structure hiérarchique au-dessus de groupes qui entendent garder leur autonomie.

En revanche, ils peuvent se développer en relayant les campagnes du PSE, comme celle pour l'instauration d'une taxe sur les transactions financières (TTF). Il faut rassembler un million de signatures pour que ce projet soit étudié par la commission. « Avec près de 500 000 noms, nous sommes à la moitié du chemin », s'est félicité Catherine Trautmann. 🇫🇷

Signer la pétition sur : <http://www.pes.org/fr>

Interview

Obama lance sa campagne

Avec Corinne Narassiguin

Les Américains constatent que les Républicains, vainqueurs des élections de mid terms, sont plus forts dans la dénonciation que dans la proposition. « Face à une droite prise en otage par les tea parties, Barack Obama peut être réélu en 2012 », estime Corinne Narassiguin, candidate socialiste aux législatives pour les Français d'Amérique du Nord .

engagés dans un bras de fer, comme sous Clinton, pour, à la fois baisser les impôts et réduire les dépenses fédérales. Dans les États, des gouverneurs républicains, comme dans l'Indiana ou le Wisconsin, attaquent les droits syndicaux des fonctionnaires. Partout, sous l'influence des tea parties, les Républicains tentent de réduire les moyens du planning familial. Mais, cela contribue à ressouder la gauche et à éloigner une partie de l'électorat modéré qui ne peut accepter cette dérive extrémiste.

publicitaires. Les Républicains peuvent compter sur les « lobbys » surtout, depuis que la Cour Suprême a supprimé toute restriction sur le montant des dons. Les Démocrates se sont fixés pour objectif de lever un milliard de dollars, donc il faut qu'ils aillent à la rencontre des Américains.



Cap Finistère : Comment se passe la «cohabitation» entre le congrès républicain et la Maison Blanche ?

Corinne Narassiguin : C'est assez tendu entre les Républicains et les Démocrates. Au congrès un accord est intervenu « in extremis » pour boucler le budget fédéral. On a pu craindre à un moment que les salaires des fonctionnaires ne puissent pas être versés. Les Républicains se sont

Cap Finistère : Pourquoi Barack Obama, président sortant, lance-t-il si tôt sa campagne ? Et doit-il passer par une procédure de primaires ?

Corinne Narassiguin : Non, le président sortant ne passe pas par la procédure des primaires. Il ne part pas si tôt que ça. Il faut se rendre compte de ce que sont les campagnes présidentielles aux États-Unis. Il faut couvrir l'ensemble du territoire et surtout lever des fonds pour financer la campagne, en particulier les spots

Cap Finistère : Faut-il s'attendre à une campagne dure de la part des Républicains et des teas parties ? Et qui peuvent-ils présenter ?

Corinne Narassiguin : La candidature de Barack Obama va de soit pour les Démocrates. En revanche, on ne voit pas encore qui pourra être son adversaire républicain. Ils ne disposent pas de candidat capable de rassembler la droite et le centre. Il pourrait y avoir Mitt Romney, le gouverneur du Massachusetts, mais il risque d'être attaqué par les tea parties qui le considèrent comme trop « liberal ». 🇫🇷

Agenda

3 mai

20h00 : Protection sociale : marchés assurantiers ou solidarités, au Centre des Congrès de Mescoat, à Landerneau.

19 mai

17h00 - 22h00 : Vote sur le projet en sections.

20 mai

18h30 : Convention fédérale sur le projet, à Briec.

Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1212P 11428
N° 907 - Vendredi 29 avril 2011
www.ps29.org - cap-finistere@wanadoo.fr
26B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22 - Fax : 02 98 53 12 20

Directeur de la publication : Marc COATANÉA

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44 - Fax : 02 98 43 64 03

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement

Réabonnement

Abonnement pour un an : 20 euros
Abonnement de soutien : à partir de 25 euros

Chèque à l'ordre de :
Fédération du Finistère
du Parti Socialiste

En bref

Journée Europe

Les vidéos des compte-rendus des ateliers de la journée Europe, qui s'est déroulée le 16 avril, au Centre des congrès de Mescoat à Landerneau, ainsi que l'intervention de Catherine Trautmann, présidente de la délégation socialiste française au Parlement européen, sont en ligne sur le site de la Fédération : www.ps29.org

AG de présentation du projet

- 1^{ère} circonscription : le 12 mai, à 20h00 au siège de la Fédération à Quimper.
- 2^e et 3^e circonscription : le 16 mai, à 20h00 au local du PS à Brest, avec Patricia Adam.
- 3^e circonscription : le 3 mai, à 20h30 Place aux chevaux à Saint Renan.
- 4^e circonscription : le 6 mai, à 18h30 salle Gallouédec à Saint-Martin-des-champs.
- 5^e circonscription : le 12 mai, à 20h00 à Guipavas, avec Jean-Jacques Urvoas.
- 6^e circonscription : le 11 mai, de 18h00 à 20h00 à Pont-de-Buis.
- 8^e circonscription : le 23 avril, à Bannalec.

Madame le député s'inquiète ??

Dans un communiqué, les socialistes de la 3^e circonscription placent Marguerite Lamour face à ses contradictions et ses responsabilités.

« Il était temps que Madame le député-maire de Ploudalmézeau se rende compte des conséquences de ses choix, que ce soit sur les prisons ou sur l'école.

Car, c'est bien avant de voter le ridicule budget de la justice, que Madame Lamour aurait été inspirée de s'inquiéter de la situation des prisons françaises.

Soutenant depuis bientôt dix ans une politique qui a relégué la justice au rang de supplétif sans moyens de la Police, Madame Lamour semble découvrir aujourd'hui ce que ses collègues finistériens socialistes dénoncent pourtant avec force depuis longtemps.

Non seulement les prisons sont surchargées, mais en plus, Madame Lamour sera probablement surprise d'apprendre qu'il y a aujourd'hui 30 000 personnes en France qui, condamnées, ne purgent pas leur peine de prison, faute de moyens et de places.

Le PS finistérien s'indigne de cette tartufferie de la députée de la 3^e circonscription, feignant de découvrir la réalité d'une justice que le Gouvernement UMP a mis aux abois. Le PS finistérien s'étonne également de voir Madame Lamour s'inquiéter des fermetures de classe dans sa circonscription, en oubliant visiblement qu'elle a voté les suppressions de postes à Paris !

Les électeurs ne se laisseront pas abuser par ces prises de position « politiciennes », au mauvais sens du terme ! Assez de démagogie ! ».

Encore un effort pour les malades d'Alzheimer

Opérationnel depuis le 16 novembre 2010, l'Établissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) « Les jardins du clos » de Douarnenez, a été officiellement inauguré, le 11 avril



2011, en présence de Roselyne Bachelot, ministre des Solidarités et de la Cohésion Sociale. Plus de trois années de travaux, un budget de 18,4 millions d'euros pour 170 places, avant que ne soit livrée cette structure spacieuse et fonctionnelle implantée dans un environnement géographique privilégié.

« Il convient de souligner la qualité du travail fourni par l'hôpital de Douarnenez qui a eu la volonté, dès 1999, de définir et porter un projet qui parte réellement des besoins de la population sur l'Ouest Cornouaille », insiste Annick Le Loch.

« Sur les 5,3 millions d'euros de subventions dont a bénéficié l'opération de construction, plus de 3 millions émanent du Conseil général, ce qui illustre une nouvelle fois le niveau de son engagement au service des solidarités », rappelle la députée. En revanche, l'État n'a toujours pas honoré les engagements qu'il a pris en 2006 auprès de l'hôpital de Douarnenez. Ainsi, cela fait plusieurs mois qu'un remboursement de TVA à taux réduit de 2,4 millions d'euros est attendu de la part de l'État sans que l'on ait

la certitude qu'il puisse enfin arriver.

Annick Le Loch est intervenue, le 3 mars, pour connaître la position du Gouvernement sur ce dossier puis auprès du ministre du Budget. Près d'un mois et demi plus tard, en l'absence de réponse au fond, force est de constater que le plan de financement de l'opération achevée reste aujourd'hui encore à confirmer.

Si l'Unité d'Hébergement Renforcé (UHR - Unité Alzheimer de 15 places et 2 hébergements temporaires) qu'a visité la Ministre est un formidable exemple de ce qui peut et doit être fait pour les 850 000 malades atteints de la maladie d'Alzheimer, il faut aujourd'hui dépasser les effets d'annonces du président de la République et doter la reconduction du Plan Alzheimer des moyens financiers nécessaires. Avec 145 pôles d'activité et de soins adaptés aux malades Alzheimer au sein des établissements au lieu des 1800 fixés comme objectif en 2008, nous sommes bien loin du compte. Les malades et leurs aidants attendent des actes, pas de simples plans de communication !

Annonces légales & judiciaires

CARBET MPM
SARL au capital de 8 000 euros
38, rue Emile-Zola - 29200 BREST
393 286 281 RCS BREST

Aux termes d'une décision en date du 10 octobre 2009, l'associée unique, statuant en application de l'article L.223-42 du Code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la société.

Pour avis.

SELARL JEAN-MARC BERROU
Avocat
3, rue Kéravel - 29200 BREST
Tél. 02 98 44 04 16

LE GOT INDUSTRIE
Société par Actions Simplifiée
au capital de 300 000 euros
Siège social : Zone Artisanale de Kernévez
29860 LE DRENNEC
RCS BREST 492 233 374

Aux termes d'une Assemblée Générale en date du 4 avril 2011, les associés, statuant en application de l'article L. 225-248 du Code de commerce, ont décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la société.

Pour avis.